Conseil d'État

N° 444887

ECLI:FR:CECHR:2022:444887.20221229

Inédit au recueil Lebon

1ère - 4ème chambres réunies

Mme Manon Chonavel, rapporteur

Mme Marie Sirinelli, rapporteur public

Lecture du jeudi 29 décembre 2022

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

Vu les procédures suivantes :

1° Sous le n° 444887, par une requête et un mémoire en réplique, enregistrés les 25 septembre 2020 et 20 mai 2021 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, la Confédération des ruralistes demande au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler pour excès de pouvoir la décision implicite par laquelle le Premier ministre, le ministre des solidarités et de la santé et le ministre de l'agriculture et de l'alimentation ont rejeté sa demande du 24 juillet 2020 tendant à l'abrogation de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique et de l'arrêté du 22 août 1990 portant application de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique pour le cannabis, en tant qu'ils interdisent l'importation, l'exportation et l'utilisation industrielle et commerciale de cannabidiol obtenu à partir de la plante de chanvre entière ;

2°) d'enjoindre au Premier ministre, au ministre des solidarités et de la santé et au ministre de l'agriculture et de l'alimentation de modifier l'article R. 5132-86 du code de la santé publique et l'arrêté du 22 août 1990 dans un délai de quinze jours à compter de la décision à intervenir afin d'autoriser l'importation, l'exportation et l'utilisation industrielle et commerciale de cannabidiol obtenu à partir de la plante de chanvre entière ;

3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 4 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

2° Sous le n° 455024, par une requête, enregistrée le 28 juillet 2021 au secrétariat du contentieux du Conseil

d'Etat, l'Association française des producteurs de cannabinoïdes demande au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler pour excès de pouvoir la décision implicite par laquelle les ministres des solidarités et de la santé et de l'agriculture et de l'alimentation et les ministres délégués auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics et chargée de l'industrie ont rejeté sa demande tendant à l'abrogation de l'arrêté du 22 août 1990 portant application de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique pour le cannabis, en tant qu'il interdit la commercialisation des produits issus des parties de la plante de cannabis autres que ses fibres et graines ;

2°) d'enjoindre aux ministres chargés de l'agriculture, des douanes, de l'industrie et de la santé d'abroger l'arrêté du 22 août 1990, à titre principal, en son entier et, à titre subsidiaire, en tant qu'il exclut la tige et les fleurs de l'autorisation de culture, d'importation, d'exportation et d'utilisation industrielle et commerciale de certaines variétés de cannabis qu'il prévoit, dans un délai de quinze jours à compter de la décision à intervenir et sous astreinte de 1 000 euros par jour de retard ;

3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

.....

3° Sous le n° 460291, par une requête, un mémoire rectificatif et un mémoire en réplique, enregistrés les 10 et 11 janvier et 23 mars 2022 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, la société par actions simplifiée Slow et l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée Studio LR demandent au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler pour excès de pouvoir l'arrêté du 30 décembre 2021 des ministres des solidarités et de la santé et de l'agriculture et de l'alimentation et des ministres délégués auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics et chargée de l'industrie portant application de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique en ce qu'il interdit la vente aux consommateurs de fleurs ou de feuilles brutes sous toutes leurs formes, seules ou en mélange avec d'autres ingrédients, leur détention par les consommateurs et leur consommation ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 2 000 euros à verser à chacune des sociétés requérantes au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

.....

4° Sous le n° 460297, par une requête et un mémoire en réplique, enregistrés les 10 janvier et 12 juillet 2022 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, les sociétés par actions simplifiées Mister Flower Avenue Niel, Mister Flower Levallois, Mister Flower CBD et FD Holding Investissement demandent au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler pour excès de pouvoir l'arrêté du 30 décembre 2021 des ministres des solidarités et de la santé et de l'agriculture et de l'alimentation et des ministres délégués auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics et chargée de l'industrie portant application de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 4 000 euros à verser à chacune des sociétés requérantes au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

.....

5° Sous le n° 460298, par une requête et un mémoire en réplique, enregistrés les 11 janvier et 13 avril 2022 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, les sociétés par actions simplifiées unipersonnelles Weedstock, Comptoir du chanvre, Buddha Farm's et la société par actions simplifiée Zentitude demandent au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler pour excès de pouvoir le II de l'article 1er de l'arrêté du 30 décembre 2021 des ministres des solidarités et de la santé et de l'agriculture et de l'alimentation et des ministres délégués auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics et chargée de l'industrie portant application de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 000 euros à verser à chacune des sociétés requérantes au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

.....

6° Sous le n° 460324, par une requête et un mémoire en réplique, enregistrés les 11 janvier et 12 avril 2022 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, la société par actions simplifiée Green Leaf Company demande au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler pour excès de pouvoir l'arrêté du 30 décembre 2021 des ministres des solidarités et de la santé et de l'agriculture et de l'alimentation et des ministres délégués auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics et chargée de l'industrie portant application de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 6 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

.....

7° Sous le n° 460352, par une requête, un nouveau mémoire et un mémoire en réplique, enregistrés les 12 janvier, 25 février et 5 août 2022 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, la société par actions simplifiée Shyw demande au Conseil d'Etat :

1°) à titre principal, d'annuler pour excès de pouvoir l'arrêté du 30 décembre 2021 des ministres des solidarités et de la santé et de l'agriculture et de l'alimentation et des ministres délégués auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics et chargée de l'industrie portant application de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique ;

2°) à titre subsidiaire, d'enjoindre au ministre de solidarités et de la santé et au ministre de l'agriculture ainsi

qu'au directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé de produire les justificatifs de la transmission aux ministres par cette agence de la proposition préalable à l'édition de l'arrêté du 30 décembre 2021 ainsi que les expertises la fondant ;

3°) à titre subsidiaire, de surseoir à statuer et de renvoyer à la Cour de justice de l'Union européenne la question préjudicielle suivante : " Les articles 34, 36 et 38-1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que le principe de libre circulation des marchandises doivent-ils s'interpréter comme s'opposant à ce qu'un droit national prohibe la vente aux consommateurs de fleurs et feuilles de chanvre issues de variétés de cannabis sativa L dépourvues de substances psychotropes, et des produits qui en contiennent, ainsi que sa vente entre professionnels dans un but autre que son extraction " ;

4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 4 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

.....

8° Sous le n° 460374, par une requête et un mémoire en réplique, enregistrés les 12 janvier et 26 mars 2022 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, l'Union des professionnels du CBD demande au Conseil d'Etat :

1°) à titre principal, d'annuler pour excès de pouvoir l'arrêté du 30 décembre 2021 des ministres des solidarités et de la santé et de l'agriculture et de l'alimentation et des ministres délégués auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics et chargée de l'industrie portant application de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique ;

2°) à titre subsidiaire, d'annuler pour excès de pouvoir le II de l'article 1er de cet arrêté ;

3°) à titre infiniment subsidiaire, de surseoir à statuer et de renvoyer à la Cour de justice de l'Union européenne les trois questions préjudicielles suivantes :

- " Les articles 34 et 36 du traité de fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) doivent-ils s'interpréter comme s'opposant à ce qu'un droit national interdise par principe la commercialisation des produits à base de chanvre non stupéfiant dépourvus de propriétés psychotropes et notamment ceux qui seraient offerts aux consommateurs sous la forme de fleurs ou de feuilles brutes issues de semences certifiées et autorisées par le droit de l'Union " ;

- " Les articles 34 et 36 du TFUE doivent-ils s'interpréter comme s'opposant à ce qu'un droit national interdise par la voie réglementaire l'importation, l'exportation, la commercialisation de cannabidiol qui serait offert aux consommateurs sous la forme de fleurs ou de feuilles brutes issues de semences certifiées et autorisées par le droit de l'Union " ;

- " Les articles 34 et 36 du TFUE doivent-ils s'interpréter comme s'opposant à ce qu'un droit national limite par la voie réglementaire l'utilisation des fleurs et des feuilles de chanvre issues de semences certifiées et autorisées à la seule production d'extraits de chanvre " ;

3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

.....

9° Sous le n° 460379, par une requête et un mémoire en réplique, enregistrés les 12 janvier et 12 avril 2022 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, le syndicat professionnel du chanvre demande au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler pour excès de pouvoir l'arrêté du 30 décembre 2021 des ministres des solidarités et de la santé et de l'agriculture et de l'alimentation et des ministres délégués auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics et chargée de l'industrie portant application de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 6 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

.....

10° Sous le n° 461908, par une requête sommaire et un mémoire complémentaire, enregistrés les 25 février et 16 mai 2022 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, l'Association française des producteurs de cannabinoïdes demande au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler pour excès de pouvoir les deux dernières phrases du I et le II de l'article 1er de l'arrêté du 30 décembre 2021 des ministres des solidarités et de la santé et de l'agriculture et de l'alimentation et des ministres délégués auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics et chargée de l'industrie portant application de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 5 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

.....

11° Sous le n° 461910, par une requête et un mémoire en réplique, enregistrés les 25 février et 5 août 2022 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, la société par actions simplifiée Green Carpathes Corp demande au Conseil d'Etat :

1°) à titre principal, d'annuler pour excès de pouvoir l'arrêté du 30 décembre 2021 des ministres des solidarités et de la santé et de l'agriculture et de l'alimentation et des ministres délégués auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics et chargée de l'industrie portant application de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique ;

2°) à titre subsidiaire, d'enjoindre aux ministres chargés de la santé et de l'agriculture ainsi qu'au directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé de produire les justificatifs de la transmission aux ministres par cette agence de la proposition préalable à l'édition de l'arrêté du 30 décembre 2021 ainsi que les expertises la fondant ;

3°) à titre subsidiaire, de surseoir à statuer et de renvoyer à la Cour de justice de l'Union européenne la question préjudicielle suivante : " Les articles 34, 36 et 38-1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que le principe de libre circulation des marchandises doivent-ils s'interpréter comme s'opposant à ce qu'un droit

national prohibe la vente aux consommateurs de fleurs et feuilles de chanvre issues de variétés de Cannabis sativa L. dépourvues de substances psychotropes, et des produits qui en contiennent, ainsi que sa vente entre professionnels dans un but autre que son extraction ' ' ;

4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 4 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice.

.....

12° Sous le n° 461911, par une requête et un mémoire en réplique, enregistrés les 25 février et 5 août 2022 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, la société par actions simplifiée Ioda demande au Conseil d'Etat :

1°) à titre principal, d'annuler pour excès de pouvoir l'arrêté du 30 décembre 2021 des ministres des solidarités et de la santé et de l'agriculture et de l'alimentation et des ministres délégués auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics et chargée de l'industrie portant application de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique ;

2°) à titre subsidiaire, d'enjoindre aux ministres chargés de la santé et de l'agriculture ainsi qu'au directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé de produire les justificatifs de la transmission aux ministres par cette agence de la proposition préalable à l'édiction de l'arrêté du 30 décembre 2021 ainsi que les expertises la fondant ;

3°) à titre subsidiaire, de surseoir à statuer et de renvoyer à la Cour de justice de l'Union européenne la question préjudicielle suivante : " Les articles 34, 36 et 38-1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que le principe de libre circulation des marchandises, doivent-ils s'interpréter comme s'opposant à ce qu'un droit national prohibe la vente aux consommateurs de fleurs et feuilles de chanvre issues de variétés de Cannabis sativa L. dépourvues de substances psychotropes et des produits qui en contiennent, ainsi que sa vente entre professionnels dans un but autre que son extraction ' ' ;

4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 4 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice.

.....

13° Sous le n° 461912, par une requête et un mémoire en réplique, enregistrés les 25 février et 5 août 2022 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, la société à responsabilité limitée TDAMD et les sociétés par actions simplifiées DAMD, EPIWEA et REWEA demandent au Conseil d'Etat :

1°) à titre principal, d'annuler pour excès de pouvoir l'arrêté du 30 décembre 2021 des ministres des solidarités et de la santé et de l'agriculture et de l'alimentation et des ministres délégués auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics et chargée de l'industrie portant application de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique ;

2°) à titre subsidiaire, d'enjoindre aux ministres chargés de la santé et de l'agriculture ainsi qu'au directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé de produire les justificatifs de la transmission aux ministres par cette agence de la proposition préalable à l'édiction de l'arrêté du 30 décembre 2021 ainsi que les expertises la fondant ;

3°) à titre subsidiaire, de surseoir à statuer et de renvoyer à la Cour de justice de l'Union européenne la question préjudicielle suivante : " Les articles 34, 36 et 38-1 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que le principe de libre circulation des marchandises doivent-ils s'interpréter comme s'opposant à ce qu'un droit national prohibe la vente aux consommateurs de fleurs et feuilles de chanvre issues de variétés de Cannabis sativa L. dépourvues de substances psychotropes et des produits qui en contiennent, ainsi que sa vente entre professionnels dans un but autre que son extraction " ;

4°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 8 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice.

.....

14° Sous le n° 461957, par une requête, enregistrée le 28 février 2022 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, la société par actions simplifiée Dream flower CBD shop demande au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler pour excès de pouvoir, à titre principal, l'arrêté du 30 décembre 2021 des ministres des solidarités et de la santé et de l'agriculture et de l'alimentation et des ministres délégués auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics et chargée de l'industrie portant application de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique et, à titre subsidiaire, le premier alinéa du II de l'article 1er de cet arrêté ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 8 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

.....

15° Sous le n° 461975, par une requête et un mémoire en réplique, enregistrés les 28 février et 20 mai 2022 au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, les sociétés par actions simplifiées Santino, CB-Mars, TJB Marguerites, Clad Distribution, Shiva Infusion, La Tribu, Delobel et Munier, NC et Pouvoir du thé, Garden Therapy, les sociétés à responsabilité limitée CHL Distributions et The Infusion Bien-Etre, les sociétés par actions simplifiées unipersonnelles Esterel Riviera, Castel Shop, ACSC Azur, Beti Distrib et l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée Savoia Sana demandent au Conseil d'Etat :

1°) d'annuler pour excès de pouvoir, à titre principal, l'arrêté du 30 décembre 2021 des ministres des solidarités et de la santé et de l'agriculture et de l'alimentation et des ministres délégués auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics et chargée de l'industrie portant application de l'article R. 5132-86 du code de la santé publique et, à titre subsidiaire, du II de l'article 1er de cet arrêté ;

2°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 3 500 euros à verser à chacune des sociétés requérantes, hormis la société La Tribu, au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.